

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

N° 539 11 septembre 2007



Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

SAINT JEAN-GABRIEL PERBOYRE

Ce missionnaire originaire du Quercy évangélisa la Chine. Il fut en 1839 torturé et tué pour voulu introduire dans le pays « une secte abominable ».

Contact : micheldeponcins@easyconnect.fr

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT

EDITO

LA CHINE ET SES ENNEMIS

Nous ne sommes pas spécialement inquiets de la prospérité éventuelle et nouvelle de la Chine.

Au début du XIXe siècle, la Chine représentait, compte tenu de sa population, 20 % de l'activité économique mondiale. Ensuite et sur une longue période ce fut le sommeil ; depuis la victoire de MAO, ce fut les atrocités que l'on connaît et la chute dans la pauvreté. Il est donc tout à fait logique que la Chine reprenne sa place dans le concert économique des nations, compte tenu de sa population et de ses qualités intrinsèques.

Simplement nous faisons deux remarques.

La prospérité est éventuelle, car il n'est pas sur que les statistiques soient vraiment fiables et les comptabilités exactes ; également, la prospérité est grande dans les franges côtières mais le rattrapage de la misère socialiste dans les campagnes sera longue. Les occidentaux critiquent les inégalités, mais celles-ci sont logiques, la prospérité nouvelle ne pouvant s'étendre que de proche en proche.

Une deuxième remarque doit être faite. Forts de leur richesse toute neuve il faut espérer que les dirigeants communistes chinois, qui restent communistes dans l'âme, ne vont pas déclencher des guerres tout autour d'eux.

Or, lorsque l'on fait le total des revendications territoriales de la Chine l'on aboutit à ce chiffre incroyable : le pays a des revendications territoriales envers 11 de ses 24 pays voisins. L'on pense évidemment généralement à Taiwan et au Tibet mais il y a bien d'autres pays voisins qui pourraient être menacée par le nouveau géant éventuel.

Et malgré tous les doutes sur sa véritable prospérité ce nouveau géant se bâtit une armée de plus en plus forte, avec l'aide des marchands de canon occidentaux.

Revoici le nouveau péril jaune !

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

SECU : L'AFFOLEMENT

C'est un véritable affolement qui règne dans les couloirs des palais nationaux à propos du déficit de l'assurance-maladie à 12 milliards d'euros. Comme l'on ne veut pas prendre les véritables solutions qui consisteraient à privatiser la santé ainsi que l'assurance-maladie, il est pas possible de trouver une solution à la gestion d'un monstre étatique qui par définition n'est pas gérable. L'on avait envisagé de nouvelles recettes, à savoir l'équivalent d'un impôt sous forme ticket modérateur sur certaines visites médicales. Mais ces recettes de poche seront probablement absorbées par les nouveaux efforts pour la maladie d'Alzheimer.

L'affolement est tel que l'on étudie très sérieusement de nouveaux impôts sous forme de taxes nutritionnelles sur des « produits de grignotage qui échappent à la vigilance des parents ». En deux mots, il s'agirait de taxer la barre « Mars » où les sodas ! Quant au fameux D.M.P. ou dossier médical personnalisé, construction bureaucratique sans intérêt, il serait reporté en 2010.

HIRSCH ET LA PAUVRETE

Martin Hirsch, socialiste bon teint, est Haut Commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté. Par la présence même de son administration il crée lui-même la pauvreté. Il s'inquiète parce qu'au cours de la dernière année connue c'est-à-dire 2005, le taux de pauvreté s'est sensiblement aggravé passant de 11,7 % à 12,7 % ce qui serait la hausse la plus significative depuis que ces statistiques existent.

Rappelons que l'extension de la pauvreté dans toutes les parties de la population vient directement des prélèvements abusifs des Hommes de l'Etat au plus haut niveau sur la richesse nationale en leur propre faveur. Par ondes successives leur enrichissement fabuleux s'étend jusqu'aux échelons les plus modestes. Le transfert de fonds indu ainsi réalisé représente à peu près selon les meilleurs calculs 10 % du PIB.

COURRIER DES LECTEURS

COMMISSION ATTALI

Réseau Liberté

Le jeune Laurent Wauquiez (né en 1975), secrétaire d'Etat, porte-parole du second gouvernement Fillon, a indiqué que la commission Attali sur les freins de la croissance serait lancée le 30 août prochain en des termes à mes yeux sujets à caution et même plutôt inquiétants :

"Plutôt que de délivrer une "idéologie libérale", Jacques Attali aura pour mission de dégager des solutions "pragmatiques" susceptibles de "libérer" la croissance a souligné le porte-parole du gouvernement lors du compte rendu du Conseil des ministres" (AFP).

Je ne vois vraiment pas comment Jacques Attali, durant dix ans (1981-1990) conseiller spécial de François Mitterrand, pourrait bien délivrer une "idéologie libérale" puisque le libéralisme, contrairement au socialisme, est par nature totalement exempt d'idéologie : les jeunes énarques se montrent donc aussi décevants que leurs aînés !

En revanche, il coule de source que le plus sûr moyen de libérer la croissance, en dehors de toute recherche de solutions "pragmatiques" en l'occurrence forcément frappées d'idéologie, consiste ni plus ni moins à appliquer les solutions libérales qui, partout au monde, ont fait leurs preuves.

Sans vergogne, Attali écrit dans son blog : "J'ai accepté, à la demande du premier ministre, de présider une commission qui devra, à l'image de ce que firent Jacques Rueff et Louis Armand il y a plus de quarante ans, examiner les conditions d'une libération de la croissance française". Gonflé, le bougre !!

Si la commission Attali est constituée de 41 membres fort éminents mais ne comprenant aucun libéral digne de ce nom, je suis bien convaincu que ni Jacques Rueff ni Louis Armand n'eussent alors tiré la moindre fierté de devoir passer sous les fourches Caudines d'un Jacques Attali.

Car le monde ayant globalement opté pour le libéralisme émancipateur, on peut tout à fait craindre que l'ouverture à gauche consistant, de la façon la plus anachronique, à puiser dans un vivier peuplé de chimères préhistoriques ne se termine, avec beaucoup de temps perdu, en une cruelle déconvenue !

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

<http://sully1.typepad.com>

02400 FRANCE

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

LUNDI 10 SEPTEMBRE 2007

PRIVATISER L'EDUCATION

Donc le pouvoir fait semblant de s'occuper de l'école. Le « Lider Maximo » est allé rendre visite à une école le jour de la rentrée des classes et a prononcé un discours qui s'inspirait d'une lettre de 32 pages envoyée à 850 000 enseignants. Cette lettre se contredisait plusieurs fois ; par exemple : « Jadis, on valorisait trop la transmission du savoir et des valeurs. Désormais on ne la valorise pas assez. ». Il y avait de bonnes intentions comme l'idée de l'autonomie dans les universités. Au sujet du collège unique, qui est l'une des sources de la catastrophe, les contradictions ne manquent pas ; parallèlement aux critiques et même à l'annonce de sa quasi prochaine suppression, le ministre Xavier Darcos a rassuré les syndicats ; simultanément, le même ministre a bien précisé que les termes « d'examen de passage » et de « sélection » n'avaient pas été évoqués par le président lors de son discours. Le président lui-même n'avait-il pas dans un texte du 5 juillet indiqué que le collège unique était un « noble objectif ».

Le pouvoir cependant ne manque pas d'informations sur la catastrophe et ses causes. Un rapport vient d'être remis par le « Haut conseil de l'éducation ». Les neuf experts décrivent le désastre en indiquant que 40 % des enfants sortent de l'école sans avoir le niveau scolaire requis et, au même moment, l'enseignement dit libre est l'objet d'un rush des parents pour inscrire leurs enfants.

L'opposition des syndicats au collège unique, qui explique largement les allers et retours précédemment signalés, vient de ce que pour l'idéologie dominante il symbolise l'égalité des chances.

Or, l'égalité des chances est une chimère de plus parmi d'autres. La poursuivre à grand renfort de dépenses et de réglementations a pour premier effet de ruiner la population et,

surtout, les plus pauvres. L'objet même de la chimère a pour résultat d'écraser tous les niveaux sans faire progresser les niveaux des plus faibles ; la chimère se retourne contre elle-même comme toutes les chimères publiques et seuls les riches ainsi que les favorisés arrivent à tirer leur épingle du jeu.

Au coeur de toutes les incertitudes se trouve le refus de la seule vraie réforme, à savoir la privatisation de l'éducation. Tout le monde se souvient des grandes manifestations pour la liberté de l'enseignement il y a plusieurs années ; malgré un immense défilé populaire et après avoir simulé un retrait, le pouvoir s'est attaché à bétonner le service public et laïc de l'éducation. La liberté de l'enseignement avec son corollaire le bon scolaire n'aurait pourtant été qu'un début. La vraie formule serait la privatisation de l'éducation en commençant par la vente des universités à des capitaux privés ou à des associations et ensuite par la même opération au niveau des grands lycées.

Les enjeux sont non seulement culturels sous forme de la qualité de l'enseignement mais également économiques.

L'enseignement nationalisé en France est peut-être l'une des toutes dernières grandes administrations soviétiques du monde qui regroupe 1 350 000 fonctionnaires avec un administratif pour trois enseignants ; les « enseignés » sont 14,5 millions. Il est évident qu'un tel ensemble avec les syndicats embusqués partout et véritables maîtres du système est parfaitement ingérable ; il ne peut se bouger que par des nuées de réglementations absurdes et inopérantes au niveau du terrain. À titre d'exemple, un proviseur du lycée ne choisit ni ses enseignements, ni ses élèves ni ses professeurs, même si son autorité s'exerce au moins sur les locaux, les horaires et les femmes de ménage... .

La privatisation de quelque système que ce soit conduit à un progrès de la qualité et, dans le temps, à la réduction de moitié des coûts. La privatisation de l'enseignement en France conduirait à des dizaines de milliards d'euros d'économie avec enfin, grâce aux bienfaits de la concurrence, le retour du pays dans le peloton de tête des nations civilisées.

A quand la vraie rupture ?

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@easyconnect.fr

LA FETE DE LA LIBERTE A PARIS

LE DIMANCHE 16 SEPTEMBRE 2007

ESPACE CHARENTON **323 bis, rue de Charenton 5 012 Paris**

Métro : Porte de Charenton Horaire : 10 h à 18 h

Depuis des années, les communistes organisent avec l'argent de nos mpôts une grande fête pour célébrer le communisme : la Fête de l'Huma. Il n'est pas possible de laisser nos adversaires occuper seuls la scène politique! La majorité silencieuse se doit de faire entendre sa voix ! C'est ainsi que les Hommes politiques ne pourront plus nous ignorer et qu'ils devront réellement prendre fait et cause pour nous, au lieu de se focaliser sur les plus bruyants (syndicats et grévistes qui manifestent grâce à l'argent de nos impôts, casseurs, etc.)

C'est pourquoi, le jour même de la Fête de l'Huma, un certain nombre de grandes associations qui ne se reconnaissent pas dans les idées communistes ou collectivistes organisent la Fête de la Liberté. Nous serons donc le contrepoids de la Fête de l'Huma !

Pourquoi une « Fête de la Liberté » ? Cette Fête de la Liberté est organisée par des associations totalement indépendantes: Contribuables Associés, l'iFRAP, Liberté Chérie, Créer son Ecole, SOS Action Santé Europe, et bien d'autres.

Vous pourrez consommer ou déjeuner sur place.

Des débats seront animés par des personnes de premier plan.

Des spectacles vous distrairont et nous permettrons de parler politique sous un angle plus amusant ! Vous pourrez découvrir ou mieux faire connaissance avec les 25 associations présentes : chaque association présentera en effet ses activités, ses outils militants et ses projets sur des stands. Des projections audiovisuelles permettront d'aborder des sujets politiques sous un angle convivial.

L'ASSOCIATION CATHOLIQUES POUR LES LIBERTES ECONOMIQUES (CLE)
SERA PRESENTE ET VOUS INVITE VIVEMENT A VENIR.

Michel de Poncins

REVUE DE PRESSE

CHRONIQUE DE LA CHARIA

Dans « LE CRI DE LA CHOUETTE », l'excellent mensuel de Roger Minne, nous lisons un texte d'Abd-el- Kader : « Bientôt nous chasserons les Français d'Alger.. Oui, nous

passerons la mer sur des barques. Nous prendrons Paris, nous nous y assemblerons. Puis nous conquerrons les autres nations et nous leur apprendrons la vérité du vrai Dieu ».

RAYMOND BARRE

Raymond Barre, paix à son âme, était, peut-être, le plus mauvais économiste de France. Voici quelques chiffres fournis par la presse concernant la période de son passage aux affaires. L'inflation qui évoluait autour de 10 % par an à la fin des années 70 a dépassé les 13 % en 1980. La croissance de 4,2% en 1976 est tombée à 1,6% en 1980. Le chômage pendant la même période est passé de 4,5 % à 7,5%. La dette a explosé de 256 milliards de francs à 418 milliards.

CITATIONS

CECILIA SARKOZY :

« Rachida Dati, c'est plus qu'une amie, c'est ma sœur. Je ne la lâcherai jamais. Je connais tout d'elle. Elle est de la race des seigneurs ».

Christine BOUTIN :

« Comme c'est satisfaisant d'entendre parler de soi, de voir son image, de se croire quelqu'un d'important ».

GALLIENI MINISTRE DE LA GUERRE

« Les bureaux me considèrent comme leur ennemi, ce qui est la vérité »

« Je veux supprimer cet entassement de papier dont ils vivent et auxquels ils tiennent »

« Il n'est jamais trop tôt pour prévoir, il n'est jamais trop tard pour agir ».

LES BREVES

L'ESPAGNE ET LA TERREUR REPUBLICAINE

Si les républicains avaient gagné la guerre d'Espagne au cours des années 1936-40, l'histoire aurait été tout à fait différente. Il est rarement remarqué que la moitié des Espagnols vivants aujourd'hui ne seraient peut-être pas nés ou auraient été massacrés, puisque le propre des pouvoirs marxistes est de tuer les populations.

Les Allemands auraient pu gagner la guerre puisque que l'Espagne n'aurait pas bénéficié du courage et de l'efficacité du général Franco pour résister aux nazis.

C'est dans ce contexte que le clergé espagnol a entrepris la création à Valence d'un monument commémoratif de la mémoire des martyrs de la terreur communiste.

L'archevêque de Valence vient de rappeler que 6832 religieux ont été assassinés et dans des conditions absolument horribles par les rouges. En 2001, 226 religieux de cette région ont été béatifiés par Jean-Paul II. En 2005, le Vatican a donné son accord à la canonisation de 250 prêtres de la même région massacrés par les rouges. En octobre prochain, Benoît XVI béatifiera 498 religieux espagnols à Rome.

LE SILENCE DES DU P.S.

Le parti socialiste se désole et la presse s'étonne de voir l'opposition silencieuse ou ne rien proposer de valable vis-à-vis du gouvernement. La véritable explication n'est pas donnée par les médias et nous vous la fournissons.

Ayant perdu les élections, le P.S. s'est trouvé, au nom de l'ouverture, pratiquement au pouvoir dans tous les domaines par le recrutement de beaucoup de ses ténors et est capable, de ce fait, d'arrêter toute vraie réforme. Il en résulte que le gouvernement ne réforme pas et poursuit une politique socialiste dans tous les domaines comme nous l'avons souvent signalé.

Que faire pour les dirigeants du PS ? Que proposer ? Il se trouve, ayant perdu les élections, avoir en partie le pouvoir et se situe en face d'un gouvernement qui ne fait rien d'autre que ce qu'il aurait fait s'il avait vraiment gagné les élections, c'est-à-dire gérer les calamités sans rien changer de fondamental.

La dernière nouvelle à ce sujet concerne François Fillon ; nous avons souvent dit qu'il avait du mal à exister. Il a fait savoir habilement, dans la presse, qu'il travaillait dans l'ombre : le voici en Père Joseph. C'est ainsi que c'est lui, paraît-il, qui aurait soufflé à Sarkozy le nom de Jacques Attali pour présider la parlotte concernant les freins à la croissance et ce même Jacques Attali, jusqu'à présent, n'a eu que des actions contraires à la croissance !

SUISSE, CHRISTOPHE BLOCHER

L'action du conseiller fédéral, Christophe Blocher, Président du parti de droite, UDC, est une bonne nouvelle pour toute l'Europe car il dit la vérité sur beaucoup de domaines.

Il est ministre de la justice et de la police et préconise au nom de la liberté d'expression l'annulation d'une loi réprimant le racisme et a réclamé la dissolution de la commission fédérale contre le racisme. Les Suisses qui sont des gens raisonnables le font arriver en tête des sondages pour les élections fédérales qui vont se dérouler le 21 octobre, avec 26,2 % des intentions de vote. Il est talonné par le parti socialiste.

DOCUMENTS

Quelques réflexions à propos de l'ouverture en politique

Alors que les commentateurs de l'éphémère, toujours prompts à annoncer le grand soir, s'excitent à propos de turbulences financières qui font pourtant partie intégrante d'un processus économique duquel il est impossible d'éliminer l'aléa et le risque (et qui sont largement induit par l'aléa moral généré par l'existence d'un prêteur en dernier ressort comme la banque centrale), j'ai profité de ces temps estivaux pour prendre du recul sur l'agitation quotidienne et les rencontres savantes. Le temps de laisser se former quelques pensées à propos de l'ouverture en politique, thème qui a marqué le début de mandat de notre nouveau président mais qui a pris à contre-pied tant de militants. Après Attali, l'auteur de « l'anti-économique » sollicité pour réfléchir sur la croissance [1], Lang, DSK, voilà que Rocard rejoint l'incroyable navette des mammoths du socialisme français - sur fond d'agonie du PS - appelés à jouer un rôle au plus haut niveau gouvernemental. Il n'y a qu'en France qu'une vague bleue, présentée par certains médias désorientés comme une menace pour la démocratie, se transforme en marée rose.

Comment souvent dans les phénomènes humains et sociaux, notamment en économie et en politique, les choses ne sont jamais simples. Il est vrai que le clivage gauche/droite, comme tout clivage d'ailleurs (bien/mal, vrai/faux, chaud/froid, grand/petit), est marqué de nombreuses limites. Mais comme tout clivage, il apporte des repères dans le paysage politique qui sont source de clarification et permettent les positionnements. Car aucune évolution n'est possible sans repères, aussi conventionnels et arbitraires soient-ils. Il faut ne pas avoir de culture politique pour dire qu'il n'y a pas de différences fondamentales et fondatrices entre les familles politiques de la droite et les familles politiques de la gauche. Quand on revient à la source des valeurs, les projets politiques qu'elles sous-tendent sont proprement inconciliables. Bien sûr qu'il y a des gens compétents des deux côtés, comme il y a des gens intolérants et bornés dans toutes les familles politiques. Un dictateur, qui voudrait construire une société totalement dirigée par un parti unique et omniscient, s'entourera de gens compétents, notamment dans la milice (où il engagera des spécialistes compétents de l'intimidation et de la torture). Pour autant, il y a des compétences dont on se passerait bien tandis qu'il existe des compétences (capacité à innover, aptitude à créer des richesses) qui nous font cruellement défaut.

Si un ministre de l'économie s'entoure de deux économistes appartenant à des familles de pensées différentes, le fait qu'ils soient tous deux compétents dans leur domaine respectif ne changera pas le fait que leurs positions seront inconciliables. Ainsi, lorsqu'il s'agit de faire des choix fondamentaux, notamment dans le domaine de la politique d'une nation comme la France, il faut nécessairement trancher et adopter des positionnements clairs. De ce point de vue, la campagne du candidat Sarkozy fut relativement claire et c'est pourquoi elle s'est

traduite par un ralliement massif et sans précédent.

Dans cette perspective, la stratégie d'ouverture a suscité dans mon esprit quelques doutes et interrogations. D'abord, a-t-on jamais vu un gouvernement de gauche franchement élu faire appel à des personnalités de droite ? Dans ce cas, la gauche a plutôt tendance à mettre en selle les personnalités de son camp, quitte à donner des strapontins à l'extrême gauche. Mais c'est somme toute normal. Alors pourquoi une droite, que l'on nous présente comme décomplexée, se sent-elle obligée de donner des preuves de sa bonne foi et des gages de tolérance ? Au même moment, la gauche syndicale fait front et se prépare à bloquer toute tentative sérieuse de réformes alors que notre pays peine à sortir de l'impasse dans laquelle il s'est fourvoyé depuis plus de trois décennies, conduisant à une détérioration inexorable des comptes de la Nation (déficit et dette publics, déficits sociaux). A son tour, l'opposition politique, avec ce qui reste du parti socialiste, loin d'adopter une attitude constructive, s'évertue à critiquer quoique fasse un gouvernement de droite, alors que le plus souvent, ce gouvernement ne fait que reconduire des principes mis en place par une gauche persuadée d'avoir toujours raison en tous domaines.

L'ouverture a de quoi ébranler même les esprits les plus aguerris à la chose politique. Et puis, comment des personnalités comme Jacques Attali ou Jack Lang, qui n'ont eu de cesse, le long de toute leur carrière politique, de critiquer la droite, de fustiger Sarkozy, de croire au socialisme réel, d'admirer un certain temps les réalisations de l'union soviétique, de prédire la débâcle du capitalisme et de fustiger le libéralisme, peuvent-elles se prêter à ce jeu de l'ouverture en acceptant les responsabilités et les missions que leur a confié le président Sarkozy ? N'ont-ils aucun amour propre à se complaire dans la contradiction ? C'est à se demander si leur seule et unique motivation n'est pas d'avoir de belles places au sommet du pouvoir ? C'est précisément cet opportunisme qui a miné la crédibilité de la classe politique.

Les cent premiers jours sont passés et l'avenir nous dira si l'ouverture fut seulement un effet d'annonce, une éblouissante diversion ou une stratégie puissante permettant de désamorcer d'inévitables conflits.

Jean-Louis Caccamo,

Perpignan, le 3 sept. 07

<http://caccamo.blogspot.com/>

[1] Tout a déjà été dit et écrit sur les conditions du retour à la croissance, notamment dans les rapports annuels de l'OCDE ou ceux du FMI, qui restent lettres mortes en France. Quand DSK sera devenu le directeur du FMI, peut-être seront-ils enfin lus et compris ? Pourquoi désigner un comité pour découvrir ce que l'on sait déjà ? On a connu le même scénario avec la réforme de l'éducation. A propos de la réforme attendue des universités, voir : <http://www.lemensuel.net/A-propos-d-autonomie.html>

--
